

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Arrêté DCPAT-BAE n° 2025-85**

**modifiant l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2022-55 du 4 mars 2022  
autorisant la société METHADOUR à exploiter une unité de méthanisation  
sur le territoire de la commune de Bretagne-de-Marsan  
Ajout de deux cuves béton de stockage de digestats**

**La préfète,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles R. 512-26-22 et R. 512-26-23 ;
  - Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
  - Vu** le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHÉRI, préfète des Landes ;
  - Vu** l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2022-55 du 4 mars 2022 autorisant la société METHADOUR à exploiter une unité de méthanisation sur le territoire de la commune de Bretagne-de-Marsan ;
  - Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-137-DC2PAT du 3 mai 2024 donnant délégation de signature à Madame Dominique PEURIÈRE, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Landes ;
  - Vu** la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société METHADOUR par courrier électronique du 21 juin 2024 concernant la création de deux cuves de stockages de digestat et le dossier joint ;
  - Vu** l'enquête publique réalisée entre le 20 novembre 2024 et le 19 décembre 2024, prescrite par arrêté du 30 octobre 2024 n° 2024/1069 dans le cadre de la mise à jour du PLUi de Bretagne-de-Marsan et présentant le projet de construction des cuves de stockage de digestat ;
  - Vu** la mise en compatibilité du PLUi de Bretagne-de-Marsan approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 4 février 2025 ;
  - Vu** l'arrêté accordant un permis de construire modificatif n° 040 055 21 F0012-M02 en date du 27 février 2025 ;
  - Vu** le courrier en date du 28 février 2025 prorogeant le délai de mise en service de l'installation de méthanisation au 31 décembre 2025 ;
  - Vu** le courrier électronique adressé le 11 mars 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
  - Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 mars 2025 ;
- Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 512-26-23 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaire la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté initial d'enregistrement susvisé ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Identification**

La société METHADOUR, dont le siège social est situé à ZAC des Champs Lescaze - 47310 ROQUEFORT, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Bretagne-de-Marsan une installation de méthanisation, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Madame la Préfète, les dispositions des articles suivants.

### **Article 2 - Article modifié**

Les dispositions de l'article n° 1.2.2 l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2022-55 du 4 mars 2022 autorisant la société METHADOUR à exploiter une unité de méthanisation sur le territoire de la commune de Bretagne-de-Marsan, sont remplacées par les dispositions suivantes.

Les installations autorisées sont situées sur les communes et lieux-dits suivants :

Installations	Commune	Parcelle	Lieu-dit
Unité de méthanisation	Bretagne-de-Marsan	AK 30, 2,99 ha au Nord de la parcelle	La Lande
Cuves de stockage de digestat (2 cuves béton de 8 000 m <sup>3</sup> )	Bretagne-de-Marsan	AK 30, 1,35 ha au Sud de la parcelle	La Lande

Les installations mentionnées au 1.2.1 de l'arrêté d'enregistrement initial susvisé ainsi que les cuves de stockage de digestat, objet du présent arrêté, sont reportées avec leur référence sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 3 - Article modifié**

Les dispositions de l'article n° 1.3.1 de l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2022-55 du 4 mars 2022 autorisant la société METHADOUR à exploiter une unité de méthanisation sur le territoire de la commune de Bretagne-de-Marsan, sont remplacées par les dispositions suivantes.

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 2 septembre 2021, ainsi que son dossier de modification du 21 juin 2024 objet du présent arrêté et concernant la création de deux cuves de stockage de digestat.

L'ensemble des installations de méthanisation et stockages, sur site et déportés, respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, font l'objet d'une surveillance régulière et d'une exploitation conforme à la réglementation en vigueur.



#### Article 4 - Publicité

Conformément aux dispositions du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bretagne-de-Marsan et peut y être consultée.
- 2° un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de Bretagne-de-Marsan pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire,
- 3° le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation,
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 5 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le maire de Bretagne-de-Marsan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société METHADOUR.

Mont-de-Marsan, le 27 MARS 2025

Pour la préfète et par délégation  
La secrétaire générale adjointe



Dominique PEURIERE

#### Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).